Angleterre : une privatisation sans retour : les « écoles zombies »

Maroussia Raveaud

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/6104>
DOI : 10.4000/ries.6104
ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 30 avril 2018
Pagination : 18-19
ISBN : 978-2-85420-618-0
ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Maroussia Raveaud, « Angleterre : une privatisation sans retour : les « écoles zombies » », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 77 | avril 2018, mis en ligne le 30 avril 2020, consulté le 25 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ries/6104> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.6104>

Ce document a été généré automatiquement le 25 juin 2021.

© Tous droits réservés

Angleterre : une privatisation sans retour : les « écoles zombies »

Maroussia Raveaud

- 1 Depuis 2000, l'Angleterre a connu un processus de privatisation de la gestion des établissements publics, devenus des *academies* autonomes dans un premier temps, puis mis entre les mains de *multi-academy trusts*, des conglomérats gérant plusieurs établissements¹. D'où un casse-tête inédit : les « écoles zombies », abandonnées par leur organisme de tutelle².
- 2 Traditionnellement, en Angleterre, les établissements scolaires étaient sous la responsabilité des autorités locales³. Puis les établissements ont été autorisés à s'autogérer comme *academies*, recevant directement leur financement du gouvernement central, libres des grilles de salaire et du recrutement des enseignants et non astreintes aux programmes nationaux. 68,8 % des élèves du secondaire y sont désormais scolarisés et les deux tiers (65 %) des *academies* sont regroupées au sein de chaînes appelées *multi-academy trusts*, les plus grosses gérant une quarantaine d'établissements⁴. Les *trusts* ont un statut caritatif et ne peuvent pas légalement dégager de profit de la gestion des écoles. Mais les relations « douteuses » de beaucoup de *trusts* avec les intérêts privés de leurs dirigeants inquiètent depuis des années⁵.
- 3 Les *academies* ont initialement été créées par le Gouvernement travailliste pour enlever aux autorités locales des établissements jugés défaillants. Ces derniers ont été contraints de devenir des *academies*, d'autres ont choisi de se convertir. Or le voyage est à sens unique : le Parlement confirme qu'il n'est pas prévu qu'un établissement décide unilatéralement de quitter un *trust* ou d'en rejoindre un nouveau, même si une sortie négociée est envisageable⁶. En entrant, de gré ou de force, dans un *trust*, ils ont abdiqué leur autonomie. Le *trust* en ressort comme seule entité légale et financière.
- 4 Alors qu'en est-il si le *trust* démissionne ? Depuis 2017, trois *trusts* ont informé le gouvernement qu'ils se retiraient de leurs écoles, plaçant l'impossibilité de mettre en œuvre les améliorations exigées par des rapports d'inspection⁷. Des incompétences et malversations sont soupçonnées⁸. Qu'advient-il des écoles ainsi abandonnées par leur *trust* ? Aucun mécanisme n'est prévu pour qu'une *academy* puisse revenir sous la tutelle

de l'autorité locale. Elle peut donc seulement être transmise à un autre *trust*. Mais dans certaines régions, il n'y a pas suffisamment de *trusts* pour pourvoir aux besoins⁹. Le problème est également qualitatif, avec des *trusts* repreneurs, eux-mêmes épinglés pour insuffisances de résultats. Sans compter les risques financiers : six des dix plus importants *trusts* du pays ont averti le gouvernement en janvier 2018 qu'ils faisaient face à des déficits non viables¹⁰.

- 5 Aujourd'hui 64 *academies* « zombies », soit 40 000 élèves, sont en attente d'un repreneur. Les *trusts* initiaux ont l'obligation de maintenir leurs fonctions, tant que la relève n'est pas assurée, mais la plupart des budgets sont bloqués. Qui plus est, deux des *trusts* défaillants se sont approprié les réserves financières des établissements. La commission parlementaire de l'éducation souligne le risque pour les écoles de « liquidation des actifs »¹¹.
- 6 Le grand public ignore à peu près tout de la question. La presse de droite, largement majoritaire, est particulièrement discrète. L'opposition (travailliste) et les syndicats tirent la sonnette d'alarme et proposent que les établissements qui le souhaitent puissent revenir dans le giron des autorités éducatives locales. Mais le gouvernement n'exprime aucune réserve sur le bien-fondé du système. D'après le *Department for Education* (DfE) :
- 7 Les *trusts* d'*academies* opèrent sous un régime strict de supervision et de responsabilité, plus robuste que dans les écoles gérées par les autorités locales, ce qui permet [au DfE] de prendre des mesures rapides pour intervenir lorsque la performance est insuffisante, y compris en transférant les écoles à de nouveaux *trusts* si nécessaire »¹².
- 8 Notons toutefois que le corps d'inspection (Ofsted) n'est pas autorisé à inspecter les *trusts*, seulement les écoles séparément. Et la rhétorique gouvernementale est biaisée en faveur des *academies*¹³.
- 9 Ce maintien du cap officiel semble confirmer la nature politique des enjeux et l'objectif stratégique d'évincer les autorités éducatives locales, pour les remplacer par un système où l'autonomie promise aux établissements a cédé le pas à la mainmise d'intérêts privés, avec un État arbitre qui sélectionne les *trusts*, leur attribue les établissements et tient les cordons de la bourse.

NOTES

1. Voir Raveaud M., « Privatiser l'enseignement public ? Les *academies* en Angleterre », *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, 72, 2016, p. 17-19 [DOI : 10.4000/ries.5442]
2. *The Guardian*, « 40,000 children trapped in 'zombie' academy schools », 3 décembre 2017.
3. C'est toujours le cas en Écosse, au Pays de Galles et en Irlande du Nord, qui n'ont pas emprunté la voie des *academies*.
4. Department for Education, *Open academies and academy projects in development*, mars 2017.
5. Rapport de l'*Office for Budget Responsibility*, indépendant, cité par *The Guardian*, « Nearly half of academy trusts paid millions to "dubious" contracts », 13 novembre 2014.
6. Houses of Commons Briefing Paper 07059, *FAQ Academies and Free Schools*, septembre 2017.

7. En mars 2017, l'*Education Fellowship Trust*, puis en septembre *Wakefield City Academies Trust* ont ainsi annoncé qu'ils se retiraient de la gestion de leurs établissements (12 et 21 respectivement, à la fois primaires et secondaires). En février 2018, *Bright Tribe Trust* annonce qu'il se défait de quatre de ses cinq écoles du nord de l'Angleterre.

8. Deux des trois *trusts* démissionnaires avaient fait l'objet de rapports ministériels (non publiés) en 2016, à la suite de déficits financiers et d'irrégularités de gestion. Il est question pour WCAT d'une organisation « fondée sur la peur », d'une « culture de l'accusation » ; « la gouvernance au sein de l'organisation est dysfonctionnelle ». BBC, « A collapsed academy chain that ran 21 Yorkshire schools was “dysfunctional” and led by “inadequate” managers, a confidential report has revealed », 27 octobre 2017.

9. La capacité des *trusts* par rapport au nombre d'établissements sommés de rejoindre un *trust* par le gouvernement descend par exemple à 70 % dans le Lancashire. National Foundation for Educational Research, *A Tale of Eight Regions*, avril 2017.

10. *The Observer*, « Top academy schools sound alarm as cash crisis looms », 27 janvier 2018.

11. *Times Educational Supplement*, « Failing academy schools asset-stripping schools, MPs warn ministers », 17 janvier 2018.

12. *The Guardian*, « Failing academy trust to pull out of 21 schools », 9 septembre 2017.

13. En commentant des statistiques nationales récentes, le communiqué de presse du DfE se félicite des résultats des *academies*, alors que le tableau est plus nuancé : les *trusts* font preuve de résultats très polarisés, avec 30 % de *trusts* « significativement au-dessus de la moyenne » en matière de progression des élèves, mais avec 45 % bien en dessous. Department for Education Press Release, « Education standards continue to rise at GCSE and A level », 25 janvier 2018 ; *Guardian*, « Extremes in results of multi-academy trusts casts doubt on system », 25 janvier 2018.

INDEX

Index géographique : Angleterre

Keywords : privatization of education, educational institutions, autonomy

Mots-clés : privatisation de l'éducation, établissement d'enseignement, autonomie

Palabras claves : privatización de la educación, instituciones de enseñanza, autonomía

AUTEUR

MAROUSSIA RAVEAUD

Maroussia Raveaud s'intéresse à la socialisation et à la citoyenneté à l'école, privilégiant l'entrée comparative et les approches ethnographiques. Elle a été membre associé à l'Observatoire sociologique du changement (OSC) – CNRS/Sciences-Po et à l'Université de Bristol (Angleterre), et enseignant-chercheur à l'Université du Maine. Actuellement elle travaille avec des familles vulnérables dans un cadre associatif, et explore l'impact du contexte social, économique et familial sur le développement des enfants. Elle est membre du comité de rédaction de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres*. Courriel : mraveaud@univ-lemans.fr